

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 70

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

PAS DE VACANCES POUR UN TIERS DES FRANÇAIS.

Une étude de l'Insee révèle que 21 millions de Français ne prennent pas de vacances, dont 8 millions pour des raisons explicitement financières. Parmi les plus pauvres de nos compatriotes, plus de la moitié ne changent pas d'air pendant l'année. Dis papa, c'est encore loin la « société des loisirs » dont on nous rabat tant les oreilles ?

A LA 6ÈME PAR SEGOLENE ?

Arnaud l'intransigeant, le socialiste pur et dur qui refusa la synthèse au congrès du Mans, Montebourg le champion d'une 6ème République qui redonnerait tout son lustre à l'Assemblée nationale, s'est illustré cet été à la candidature de Ségolène Royal. Laquelle, sur le plan institutionnel, observe un silence prudent. Ce qui n'empêche pas le député de Saône-et-Loire de voir en elle « l'espoir d'un renouveau ». Un tel manque de fermeté dans les convictions désole plus d'un des membres de son courant. Non Arnaud, la 6ème République n'est ni un gadget ni un article de bonimenteur. Les hommes et les femmes de gauche qui veulent sortir du libéralisme considèrent au contraire la refondation institutionnelle comme une condition essentielle de l'émancipation sociale.

LE MEXIQUE SOUS TENSION.

Le candidat du Parti Révolutionnaire Démocratique (gauche), Andrés Manuel Lopez Obrador (dit AMLO), conteste toujours la victoire à l'élection présidentielle de son adversaire de droite, Felipe Calderon, qui vient d'être déclaré vainqueur par le Tribunal électoral. Pendant tout l'été, AMLO a mobilisé des centaines de milliers de Mexicains pour protester contre ce qu'il considère comme une fraude électorale et le refus des autorités de procéder à un recomptage de tous les bulletins de vote. L'avance de Calderon n'est que de 243 000 voix sur un total de plus de 41 millions, soit une marge de 0, 58%. En 2005, le gouvernement conservateur avait, sans succès, tenté de destituer AMLO de son poste de maire de Mexico pour l'empêcher de se présenter à l'élection présidentielle. Le leader de la gauche appelle ses partisans à manifester le 16 septembre, date de la fête nationale mexicaine, avec pour objectif de « refonder la République ».

EDITO : A LA RENTREE, LIBERAUX RIMENT AVEC DEMAGO

Des bienfaits pleins la hotte, le Père Villepin avance Noël en septembre. Du moins voudrait-il faire croire aux Français que le gouvernement des privatisations et de la régression sociale s'intéresse soudain au sort des salariés et des plus défavorisés. Mais les belles paroles de rentrée sonnent aussi faux que l'argumentaire déployé au printemps par Matignon en faveur du CPE. En vérité, les grandes annonces de Villepin font déjà un grand flop. Qu'on en juge par quelques exemples.

Le doublement de la prime pour l'emploi. A titre de comparaison, la baisse de l'impôt sur le revenu prévue pour 2007 se traduira par un cadeau de 410 euros par mois pour les ménages les plus favorisés, soit quinze fois plus que les mesures en faveur des familles modestes ! Comme le souligne Bernard Thibault, « le gouvernement se substitue aux entreprises qui ont la responsabilité de la revalorisation des salaires », et qui, ajouterons-nous, bénéficient de 23 milliards annuels d'exonération de cotisations sociales. Et comme si ce « présent » n'était déjà pas assez frelaté, on vient d'apprendre que 250 000 contribuables devront rembourser la prime qu'ils ont perçue l'an dernier...

Le chèque transport. Censé compenser en partie les hausses du carburant, il n'est en rien obligatoire. Aussi peut-on raisonnablement penser que peu d'entreprises le verseront à leurs salariés, ou alors à minima. L'une des façons de soulager les automobilistes serait en revanche de taxer les super-profits pétroliers, mais le gouvernement, tout à son dogme libéral, ne veut pas en entendre parler.

L'allocation d'installation étudiante. Elle ne concerne que 80 000 jeunes quittant le domicile familial, sur un total de 2, 2 millions d'étudiants, dont 500 000 boursiers. En revanche, les droits d'inscriptions dans les universités sont à la hausse dans de nombreux établissements qui ne respectent pas le barème fixé par la loi. Voici donc le projet Devaquet, qui instaurerait « des facs des riches et des facs des pauvres » et contre lequel les étudiants étaient massivement descendus dans la rue en 1987, subrepticement devenu réalité.

La conférence sur les salaires. Saluons l'incroyable culot de Villepin, qui n'hésite pas à puiser dans la panoplie électorale de la gauche pour « faire du social ». Mais comment le prendre au sérieux, quand on sait que les politiques libérales, dont le Premier Ministre est un exécutant zélé, creuse les inégalités et détériore le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes ? Ainsi, de 8, 2% de la population active en 1993, le pourcentage des smicards est passé à 16, 8% en 2005. Et au deuxième trimestre 2006, les salaires ont pris 0, 4% de retard sur les prix selon l'Insee, c'est-à-dire beaucoup plus si on mesurait cette évolution au moyen d'un indice plus fiable. Le SMIC brut mensuel à 1 500 euros pour tous : tel doit être le point de départ d'une revalorisation des salaires qui ne serait pas du semblant.

En fait, la rentrée est placée sous le signe de nouvelles attaques gouvernementales contre les services publics. Dans l'éducation nationale, Jack Lang n'a pas tort (ça devient rare, alors signalons-le...) de parler d'« une des pires rentrées dont on ait mémoire » : 8 000 postes d'enseignants sont supprimés, ce qui porte le chiffre des suppressions de postes à 26 000 depuis 2003, soit un rythme deux fois supérieur à celui de la baisse des effectifs. Quant au personnel d'encadrement et périscolaire, ses effectifs ont diminué de 30 000 en trois ans, alors que l'insécurité scolaire, dont la presse fait ses choux gras, serait en grande partie battue en brèche si les établissements disposaient de personnel en quantité adéquate.

Par ailleurs, le gouvernement s'apprête à asséner un coup terrible au service public en privatisant GDF via son rachat par le groupe Suez. Les rodomontades initiales de l'UMP n'auront pas fait long feu : Sarkozy s'est rallié au projet de privatisation, lui qui s'était engagé solennellement devant la représentation nationale à ce que l'Etat conserve une participation de 70% dans GDF. Si l'issue de l'affrontement parlementaire qui s'annonce ne fait guère de doute, la gauche doit annoncer publiquement qu'elle reconstituera l'entreprise publique EDF-GDF si elle revient au pouvoir. Mieux encore, il faudra former un pôle public de l'énergie en nationalisant Total, afin que les revenus du pétrole et du gaz naturel profitent au peuple français et non aux actionnaires privés.

A propos de Sarko...

...qui rime aussi avec démagogie, terminons ce passage en revue de la rentrée gouvernementale par quelques considérations sur l'immigration. On sait que pour capter des voix sur les terres de l'extrême droite, le chef de l'UMP se fait le champion de la manière forte, n'hésitant pas à expulser des jeunes sans papiers scolarisés ou à faire évacuer par la force le squat de Cachan. Cette politique de mépris de la dignité humaine porte la marque de fabrique de la bourgeoisie française, compromise dans la traite négrière dès le XVII^{ème} siècle, enrichie par le colonialisme les siècles suivants, et recourant systématiquement à la main d'œuvre étrangère depuis l'âge industriel, dans le but de diviser la classe ouvrière et d'exercer une pression à la baisse sur les salaires.

La Gauche Républicaine n'accepte pas le traitement inhumain que le gouvernement réserve aux immigrés. Leur régularisation, selon des critères à définir précisément, est inévitable si l'on veut sortir du casse-tête actuel. Mais nous ne sommes pas de ceux qui, par cynisme ou par bonté d'âme, veulent ouvrir toutes grandes les frontières. De même que nous luttons contre les délocalisations des entreprises, nous nous opposons aux délocalisations des travailleurs. Aider le développement des pays du Sud afin que leurs habitants puissent y vivre et travailler, combattre les trafiquants de main d'œuvre et les marchands de sommeil, définir le cadre d'une politique d'immigration et le faire respecter : la gauche anti-libérale doit s'engager clairement dans cette voie. Question de cohérence, donc de crédibilité de son programme.

LA GAUCHE REPUBLICAINE ET LE MARS ANNONCENT LEUR RAPPROCHEMENT

La Gauche Républicaine et le MARS (Mouvement pour une Alternative Républicaine et Sociale) ont pu vérifier depuis deux ans une large convergence dans leurs analyses, leurs actions et leur volonté permanente d'œuvrer à une alternative au libéralisme pour les prochaines échéances électorales. Ils affirment que les idées républicaines, sociales, laïques pour la construction d'une société démocratique où la solidarité, l'égalité, la fraternité, la liberté des individus et du partage des fruits du travail, doivent être le moteur de tout changement réel.

Ils participent activement au collectif du 29 mai qui travaille à la mise au point d'une Charte antilibérale et au collectif national unitaire pour des candidatures communes aux législatives et aux présidentielles. C'est dans le cadre de cette construction qu'un projet antilibéral pourra prendre forme.

Ils considèrent que la situation politique française montre une déliquescence totale des institutions de la V^{ème} République et qu'il faut aller dès la prochaine échéance électorale vers une VI^{ème} République qui rendra le pouvoir aux citoyens.

Ils affirment enfin que le courant républicain et social doit trouver les voies du rassemblement de ses propres forces notamment pour peser plus efficacement dans les démarches unitaires en cours. Ils constatent qu'unis, ils peuvent constituer la matrice de ce rassemblement.

- A cette fin le MARS et la Gauche Républicaine ont décidé d'afficher plus clairement leurs convergences. En conséquence ces deux mouvements politiques :
- se concerteront régulièrement afin de s'exprimer le plus souvent ensemble dans le débat d'orientation sur les candidatures uniques de la gauche antilibérale pour les prochaines élections.
- Ils tiendront une journée de réflexion et d'échange sur la situation politique le 9 septembre prochain à Paris.
- Ils accéléreront le processus de rapprochement de leurs deux mouvements dans les plus brefs délais.

A Paris, le 18 juillet 2006